



Tous droits réservés

DROIT DES PERSONNES

Séance 10 - Les incapacités - Le majeur vulnérable

I. Les règles communes aux majeurs protégés	4
A) Le respect de la dignité et des droits du majeur protégé	4
B) Le régime commun aux mesures de protection	5
1) Devoir et délimitation de la mesure	5
2) Ouverture de la mesure.....	6
3) Logement du majeur protégé.....	7
4) Gratuité ou rémunération des fonctions	7
5) Responsabilité des organes de protection.....	7
II. Les différentes mesures de protection judiciaire.....	8
A) La sauvegarde de justice	8
1) Ouverture de la mesure.....	8
2) Fonctionnement de la mesure.....	9
3) Durée et fin de la mesure	9
B) La curatelle et la tutelle	10
1) Les règles communes à la curatelle et à la tutelle.....	10
a) Désignation du curateur ou du tuteur	10
b) Protection de la liberté et de l'autonomie du majeur	11
c) Sort des actes accomplis	12
d) Durée et fin de la mesure	13
2) Les règles spécifiques à la tutelle.....	13
a) Constitution du conseil de famille.....	13
b) Pouvoirs du tuteur	14

3) Les règles spécifiques à la curatelle	15
--	----

Avec l'allongement de la durée de vie, nombreuses sont les personnes âgées qui perdent tout ou partie de leurs facultés intellectuelles. La société se doit de les protéger, notamment par le droit.



Définition : Les mesures judiciaires de protection sont la sauvegarde de justice, la curatelle et la tutelle.

À côté de ces mesures judiciaires de protection, on trouve :

- **L'habilitation familiale** (**art. 494-1 à 494-12 C. civ.**), créée par l'**ordonnance du 15 octobre 2015**. Elle tend « à permettre aux familles qui sont en mesure de pourvoir, seules, aux intérêts de leur proche vulnérable d'assurer cette protection, sans se soumettre au formalisme des mesures de protection judiciaire » (**Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance de 2015**). Le régime de l'habilitation familiale est assez proche de celui de la tutelle.
- **Le mandat de protection future** (**art. 477 à 494 C. civ.**), créé par la **loi du 5 mars 2007**. Il constitue, comme son nom l'indique, un mécanisme conventionnel de protection des majeurs.



Définition : Le mandat de protection future est le « *mandat par lequel une personne en choisit une autre pour la représenter dans le cas où, en raison d'une altération de ses facultés, elle ne pourrait plus pourvoir seule à ses intérêts¹* ».

La personne en pleine possession de ses facultés intellectuelles choisit donc à l'avance quelqu'un pour la représenter. À quelques exceptions près, toute personne physique majeure ayant la capacité civile peut être mandataire (**art. 480 C. civ.**).

¹ J. Massip, « Le mandat de protection future (1^{re} partie) », *Gaz. Pal.*, n° 166, 2008, p. 5, n° 1

Le droit actuel des majeurs vulnérables découle de :

- La **loi du 3 janvier 1968**,
- La **loi du 5 mars 2007**,
- La **loi du 16 février 2015**,
- La **loi du 23 mars 2019 de programmation et de réforme pour la justice**.

Nous verrons qu'il existe une sorte de « droit commun des majeurs protégés » (I). Nous nous pencherons ensuite plus spécifiquement sur les mesures de protection judiciaires (II).

I. Les règles communes aux majeurs protégés

A) Le respect de la dignité et des droits du majeur protégé

L'**article 415 du Code civil** proclame que la protection « est instaurée et assurée dans le respect des libertés individuelles, des droits fondamentaux et de la dignité de la personne ».

Question : Comment cette protection se traduit-elle dans les dispositions du Code ?

L'**article 425 du Code civil** prévoit que « toute personne dans l'impossibilité de pourvoir seule à ses intérêts en raison d'une altération, médicalement constatée, soit de ses facultés mentales, soit de ses facultés corporelles de nature à empêcher l'expression de sa volonté peut bénéficier d'une mesure de protection juridique ».



À retenir : La mesure de protection ne peut être prononcée qu'en présence d'une altération des facultés mentales ou des facultés corporelles.

On a ainsi pu écrire : « *La possibilité de placer sous un régime de protection juridique un majeur simplement intempérant, prodigue ou oisif, mais dont les facultés mentales ne sont pas atteintes n'existe plus²* ».

En outre, la protection « *a pour finalité l'intérêt de la personne protégée. Elle favorise, dans la mesure du possible, l'autonomie de celle-ci* ». (**art. 415 C. civ.**). Nous verrons que certains actes strictement personnels ne peuvent être effectués que par le majeur protégé lui-même, sans assistance ni représentation.

La mesure de protection restreignant la capacité de la personne, elle est entourée de précautions.

Tout d'abord, elle doit être **nécessaire**.

De plus, elle est **subsidaire**.



Définition : Une mesure est subsidiaire lorsqu'elle est destinée à être seulement utilisée en second lieu.

La mesure est ordonnée « *lorsqu'il ne peut être suffisamment pourvu aux intérêts de la personne par la mise en œuvre du mandat de protection future* » qu'elle aurait conclu, « *par l'application des règles du droit commun de la représentation* » et de celles relatives aux régimes matrimoniaux ou « *par une autre mesure de protection moins contraignante* ».

Enfin, la mesure doit être « **proportionnée** et **individualisée** en fonction du degré d'altération des facultés personnelles » du majeur (**art. 428 C. civ.**).

B) Le régime commun aux mesures de protection

1) Devoir et délimitation de la mesure

²Y. Buffelan-Lanore et V. Larribau-Terneyre, *Droit civil, Introduction, Biens, Personnes, Familles*, Sirey, 21^e éd., 2019, n° 1276.

L'**article 415 du Code civil** fait de la protection « *un devoir des familles et de la collectivité publique* ».

Elle constitue donc avant tout un devoir des familles. Les organes de protection doivent être choisis en priorité dans la famille.

La protection est également un devoir de la collectivité publique. Si personne dans la famille ou l'entourage proche ne peut assurer les fonctions, la collectivité prend le relais : un mandataire professionnel est désigné. De plus, « *Le juge des tutelles et le procureur de la République exercent une surveillance générale des mesures de protection dans leur ressort* » (**art. 416 C. civ.**).



À retenir : En principe, la mesure est destinée à la protection tant de la personne que des intérêts patrimoniaux de celle-ci.

Par exception, elle peut « *être limitée expressément à l'une de ces deux missions* » (**art. 425 C. civ.**).

En l'absence de précision, la mesure englobe donc la protection de la personne et de ses intérêts patrimoniaux.

2) Ouverture de la mesure

La demande d'ouverture de la mesure peut être présentée au juge par :

- La personne qu'il y a lieu de protéger,
- Son conjoint, le partenaire avec qui elle a conclu un pacte civil de solidarité ou son concubin, à moins que la vie commune ait cessé entre eux,
- Un parent,
- Un allié,
- Une personne entretenant avec le majeur des liens étroits et stables,
- La personne qui exerce à son égard une mesure de protection juridique,
- Le procureur de la République soit d'office, soit à la demande d'un tiers (**art. 430 C. civ.**).

La demande doit impérativement être accompagnée d'un certificat circonstancié rédigé par un médecin choisi sur une liste établie par le procureur de la République (**art. 431 C. civ.**)

3) Logement du majeur protégé



À retenir : Des dispositions visent à conserver le logement du majeur vulnérable à sa disposition.

En effet, rester dans son logement ou y revenir après un séjour en établissement permet au majeur vulnérable de conserver ou de retrouver ses repères. Le Code civil prévoit donc que « *Le logement de la personne protégée et les meubles dont il est garni (...) sont conservés à la disposition de celle-ci aussi longtemps qu'il est possible* ». Toutefois, l'aliénation, la résiliation ou la conclusion d'un bail peut devenir nécessaire ou être dans l'intérêt de la personne protégée. Dans ce cas, l'acte doit être autorisé par le juge ou par le conseil de famille (**art. 426 C. civ.**).

4) Gratuité ou rémunération des fonctions



À retenir : Lorsque la mesure judiciaire de protection est assurée par un proche du majeur vulnérable, le principe est que les fonctions sont exercées à titre gratuit. Lorsqu'elle est assurée par le mandataire judiciaire à la protection des majeurs, qui est un professionnel, ce dernier perçoit une indemnité.

L'indemnité est à la charge de la personne protégée, mais lorsque celle-ci n'a pas les ressources suffisantes, l'indemnité est pour partie prise en charge par la collectivité publique (**art. 419 C. civ.**).

5) Responsabilité des organes de protection

Lorsqu'une faute est commise par les organes de la mesure de protection dans l'exercice de leurs fonctions, ils sont responsables du dommage qui en résulte. Cependant, le curateur n'engage sa responsabilité, du fait des actes accomplis avec son assistance, qu'en cas de dol ou de faute lourde (**art. 421 C. civ.**).



Définition : La faute lourde est la faute d'une particulière gravité.

Lorsque la faute à l'origine du dommage a été commise dans l'organisation et le fonctionnement de la mesure de protection par le juge des tutelles, l'action en responsabilité est dirigée contre l'État.

Lorsque la faute a été commise par le mandataire judiciaire, l'action en responsabilité peut être dirigée contre celui-ci ou contre l'État qui dispose d'une action récursoire. (**art. 422 C. civ.**).

L'action doit être exercée dans les cinq ans à compter de la fin de la mesure de protection (**art. 423 C. civ.**).

II. Les différentes mesures de protection judiciaire

A) La sauvegarde de justice

1) Ouverture de la mesure

Elle est prononcée par le juge lorsque le majeur « a besoin d'une protection juridique temporaire ou d'être représenté[e] pour l'accomplissement de certains actes déterminés ». Elle « peut aussi être prononcée par le juge, saisi d'une procédure de curatelle ou de tutelle, pour la durée de l'instance » (**art. 433 C. civ.**).



À retenir : Ainsi, la sauvegarde de justice a un caractère temporaire ou ponctuel.

En cas d'urgence, le juge peut « *statuer sans avoir procédé à l'audition de la personne* » (**art. 433 C. civ.**). La sauvegarde peut également résulter d'une déclaration faite au procureur de la République (**art. 434 C. civ.**).

2) Fonctionnement de la mesure



À retenir :
droits.

Le principe est que le majeur conserve l'exercice de ses

Il existe, cependant, une limite : il « *ne peut, à peine de nullité, faire un acte pour lequel un mandataire spécial a été désigné* » (**art. 435 C. civ.**).

Le juge peut désigner un **mandataire spécial**, qui a pour mission d'accomplir un ou plusieurs actes déterminés rendus nécessaires par la gestion du patrimoine de la personne protégée. Il peut même s'agir d'actes de disposition. Le mandataire spécial est tenu de rendre compte de l'exécution de son mandat à la personne protégée et au juge (**art. 437 C. civ.**). Il « *peut également se voir confier une mission de protection de la personne* » (**art. 438 C. civ.**).

Les actes effectués par le majeur « *peuvent être **rescindés pour simple lésion ou réduits en cas d'excès*** ». Le juge doit prendre notamment « *en considération l'utilité ou l'inutilité de l'opération, l'importance ou la consistance du patrimoine de la personne protégée et la bonne ou mauvaise foi de ceux avec qui elle a contracté* ». L'action se prescrit dans les cinq ans et peut être exercée par la personne protégée et, après sa mort, par ses héritiers (**art. 435 C. civ.**).

3) Durée et fin de la mesure

La mesure de sauvegarde peut être prononcée pour un an, au maximum, renouvelable une fois.

Lorsque le besoin de protection cesse, le juge a la possibilité, à tout moment, d'ordonner la mainlevée de la sauvegarde lorsqu'il l'a prononcée. Lorsque la sauvegarde résulte d'une déclaration faite au procureur de la République, elle peut également prendre fin par déclaration. On retrouve ici l'idée que la mesure de protection doit être strictement nécessaire.

À défaut de mainlevée ou de déclaration de cessation, « la sauvegarde de justice prend fin à l'expiration du délai ou après l'accomplissement des actes pour lesquels elle a été ordonnée ». L'ouverture d'une mesure de curatelle ou de tutelle met également fin à la sauvegarde (**art. 439 C. civ.**).

B) La curatelle et la tutelle



À retenir : La curatelle s'adresse à la personne qui n'est pas hors d'état d'agir, mais qui a besoin d'être assistée ou contrôlée d'une manière continue dans les actes importants de la vie civile.

La tutelle est destinée à la personne qui « *doit être représentée d'une manière continue dans les actes de la vie civile* ».

Conformément au principe de subsidiarité de la mesure, la curatelle n'est prononcée que si la sauvegarde de justice ne peut assurer une protection suffisante, et la tutelle, que si la sauvegarde et curatelle ne suffisent pas (**art. 440 C. civ.**).

Une logique de gravité croissante des mesures de protection judiciaire voudrait qu'on traite d'abord la curatelle et ensuite la tutelle. Toutefois, certaines dispositions de la curatelle renvoyant à celles de la tutelle, il est apparu préférable de traiter la tutelle, puis la curatelle.

1) Les règles communes à la curatelle et à la tutelle

a) Désignation du curateur ou du tuteur

Le curateur ou le tuteur est désigné par le juge.

En principe, lorsque le majeur vulnérable a désigné une personne chargée d'exercer les fonctions de curateur ou de tuteur pour le cas où il serait placé en curatelle ou en tutelle, cette désignation s'impose au juge.

Par exception, le juge choisit une autre personne :

- Lorsque la personne désignée refuse la mission ou est dans l'impossibilité de l'exercer,
- Si l'intérêt de la personne protégée commande de l'écarter (**art. 448 C. civ.**).

À défaut de désignation par le majeur, le juge nomme le conjoint de la personne protégée, son partenaire de PACS, son concubin, à condition que la vie commune n'ait pas cessé entre eux.

À défaut de désignation effectuée comme indiqué ci-dessus, « *le juge désigne un parent, un allié ou une personne résidant avec le majeur protégé ou entretenant avec lui des liens étroits et stables* ». Le juge tient compte des sentiments exprimés par celui-ci, de ses relations habituelles, de l'intérêt porté à son égard et des recommandations éventuelles de ses proches (**art. 449 C. civ.**).

Lorsqu'aucun proche ne peut assumer la curatelle ou la tutelle, le juge désigne un mandataire judiciaire à la protection des majeurs (**art. 450 C. civ.**).

Lorsqu'à l'occasion d'un acte ou d'une série d'actes, le curateur ou le tuteur a des intérêts en opposition avec ceux de la personne protégée, il doit faire nommer par le juge ou le conseil de famille, un curateur ou un tuteur *ad hoc* (**art. 455 C. civ.**).

b) Protection de la liberté et de l'autonomie du majeur

Le curateur ou le tuteur doit dispenser à la personne protégée « *toutes informations sur sa situation personnelle, les actes concernés, leur utilité, leur degré d'urgence, leurs effets et les conséquences d'un refus de sa part* » (**art. 457-1 C. civ.**).

La personne protégée conserve le droit de choisir le lieu de sa résidence ainsi que les personnes avec qui elle entretient des relations personnelles (**art. 459-2 C. civ.**).



À retenir : Certains actes sont strictement personnels. Pour ces actes, un consentement de la personne protégée est nécessaire. Il ne peut jamais y avoir assistance ou représentation.



Exemple : « *La déclaration de naissance d'un enfant, sa reconnaissance, les actes de l'autorité parentale relatifs à la personne d'un enfant, la déclaration du choix ou du changement du nom d'un enfant et le consentement donné à sa propre adoption ou à celle de son enfant* » (**art. 458 C. civ.**).

Le principe est que « *la personne protégée prend seule les décisions relatives à sa personne* » (**art. 459 C. civ.**).

Ainsi, le majeur protégé peut effectuer seul la déclaration conjointe devant l'officier d'état civil ou devant le notaire pour conclure un PACS. En revanche, il doit être assisté de son curateur ou de son tuteur pour signer la convention, car elle a des effets patrimoniaux (**art. 461 et 462 C. civ.**).

Le curateur ou tuteur doit être préalablement informé du projet de **mariage** du majeur protégé (**art. 460 C. civ.**).

c) Sort des actes accomplis

« Les obligations résultant des actes accomplis par le majeur protégé moins de deux ans avant la publicité du jugement d'ouverture de la mesure de protection peuvent être réduites » à condition de prouver *« que son inaptitude à défendre ses intérêts, par suite de l'altération de ses facultés personnelles, était notoire ou connue du cocontractant à l'époque où les actes ont été passés »*

Dans les mêmes conditions, ces actes peuvent être annulés en cas de préjudice subi par le majeur protégé. Il faut introduire l'action *« dans les cinq ans de la date du jugement d'ouverture de la mesure »* (**art. 464 C. civ.**).



À retenir : Les actes passés par le majeur protégé, le tuteur ou le curateur peuvent également être annulés, rescindés ou réduits dans certaines circonstances.

- Si le majeur protégé a accompli seul un acte qu'il pouvait faire sans l'assistance ou la représentation de la personne chargée de sa protection, l'acte reste sujet aux actions en rescision ou en réduction comme s'il avait été accompli par une personne placée sous sauvegarde de justice.
- Si le majeur protégé a accompli seul un acte pour lequel il aurait dû être assisté, l'acte peut être annulé s'il est établi que le majeur a subi un préjudice.
- Si le majeur protégé a accompli seul un acte pour lequel il aurait dû être représenté, l'acte est nul de plein droit.
- Si le tuteur ou le curateur a accompli seul un acte qui aurait dû être fait par le majeur protégé soit seul, soit avec son assistance ou qui ne pouvait être

accompli qu'avec l'autorisation du juge ou du conseil de famille, l'acte est nul de plein droit. Cependant, il peut être confirmé avec l'autorisation du juge ou du conseil de famille.

Le curateur ou le tuteur peut, avec l'autorisation du juge ou du conseil de famille, engager seul l'action en nullité, en rescision ou en réduction. L'action doit être introduite dans le délai de cinq ans (**art. 465 C. civ.**).

d) Durée et fin de la mesure



À retenir : Le juge fixe la durée de la mesure. En principe, elle est de 5 ans maximum.

Par exception, elle peut durer 10 ans (**art. 441 C. civ.**).

Le juge peut renouveler la mesure pour une même durée.

Par exception, la mesure renouvelée peut durer 20 ans.

À tout moment, le juge peut mettre fin à la mesure, la modifier ou lui substituer une autre mesure (**art. 442 C. civ.**).

La mesure prend fin :

- En l'absence de renouvellement, à l'expiration du délai fixé ;
- En cas de jugement de mainlevée passé en force de chose jugée ;
- En cas de décès du majeur protégé (**art. 443 C. civ.**).

2) *Les règles spécifiques à la tutelle*

a) Constitution du conseil de famille

Un conseil de famille peut parfois être constitué. Ses membres sont choisis par le juge « *en considération des sentiments exprimés par la personne protégée, de ses relations habituelles, de l'intérêt porté à son égard et des recommandations éventuelles de ses parents et alliés ainsi que de son entourage* » (**art. 456 C. civ.**).

De manière générale, on peut dire que le conseil de famille est l'**organe décisionnaire** de la tutelle. Lorsque le conseil de famille n'est pas constitué, les pouvoirs dévolus au conseil de famille sont exercés par le juge (**art. 445 C. civ.**).

b) Pouvoirs du tuteur



À retenir : Le principe est que le tuteur représente le majeur protégé dans tous les actes de la vie civile.

Une exception est faite dans les cas où :

- La loi ou l'usage autorise le majeur à agir lui-même.
- Le juge a autorisé le majeur accomplir seul certains actes ou avec l'assistance du tuteur (**art. 473 C. civ.**).

Pour consentir des donations, le majeur peut être **assisté ou représenté** par le tuteur, avec l'autorisation du juge ou du conseil de famille. Pour rédiger son testament, il doit obtenir la même autorisation. Le tuteur ne peut pas l'assister ni le représenter (**art. 476 C. civ.**).

Le tuteur peut accomplir seul les actes conservatoires et les actes d'administration, sous réserve des actes que le majeur vulnérable peut faire seul (**art. 504 C. civ.**).

La gestion des revenus du majeur par le tuteur est assez encadrée (**art. 501 C. civ.**).

Le tuteur représente le majeur protégé en justice (**art. 475 C. civ.**).



À retenir : Certains actes graves doivent être autorisés par le juge ou par le conseil de famille. Il s'agit notamment :

- Des actes de disposition sur les biens du majeur (**art. 505 C. civ.**),
- De l'acceptation pure et simple d'une succession échue au majeur,
- De la renonciation à une succession (**art. 507-1 C. civ.**).

D'autres actes sont interdits au tuteur, même avec une autorisation (**art. 509 C. civ.**).

Il s'agit notamment :

- D'accomplir des actes qui emportent une aliénation gratuite des biens ou des droits du majeur,



Exemple : Une remise de dette, c'est-à-dire que le créancier efface la dette du débiteur.

- D'exercer le commerce au nom du majeur,
- D'acheter ses biens, ainsi que les prendre à bail ou à ferme,
- De transférer dans un patrimoine fiduciaire ses biens ou ses droits (**art. 509 C. civ.**).

3) Les règles spécifiques à la curatelle

Le majeur protégé peut librement tester, c'est-à-dire rédiger un testament.

Il doit être **assisté du curateur** :

- Pour passer les actes qui, en cas de tutelle, requerraient une autorisation du juge ou du conseil de famille (**art. 467 C. civ.**),



Exemple : Les actes de disposition sur les biens du majeur.

- Pour conclure un contrat de fiducie,
- Pour faire emploi de ses capitaux,
- Pour introduire une action en justice ou y défendre (**art. 468 C. civ.**),
- Pour faire une donation (**art. 470 C. civ.**).



Attention : Le curateur a une mission d'assistance. Il ne peut donc pas, en principe, « *se substituer à la personne en curatelle pour agir en son nom* ».

Cependant, par exception, si la personne en curatelle compromet gravement ses intérêts, il peut saisir le juge pour être autorisé à accomplir seul un acte déterminé ou provoquer l'ouverture de la tutelle (**art. 469 C. civ.**).

Le juge peut, à tout moment, ordonner une **curatelle renforcée**. Le curateur perçoit seul les revenus du majeur sur un compte ouvert au nom de ce dernier et il assure le règlement des dépenses auprès des tiers (**art. 472 C. civ.**).